



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 201 – 10 JUIN 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LES ETATS ET LES
PTFS SE
MOBILISENT
FACE A
L'INSECURITE
ALIMENTAIRE EN
AFRIQUE DE
L'OUEST

ACCELERATION DE
L'INFLATION DANS
L'UEMOA EN
AVRIL, DANS LE
CONTEXTE DE LA
COVID-19

GABON :
PREVISION DE
BAISSE DE LA
PRODUCTION
PETROLIERE

SENEGAL : UN
FONDS DE 10 MDS
FCFA POUR
ACCOMPAGNER LA
REPRISE DES VOLS
AERIENS

GUINEE :
APPROBATION D'UN
DON DE 70 M USD
PAR LA BANQUE
MONDIALE DESTINE A
L'ANIES

UGANDA :
SOUTIEN DE LA
« TEAM EUROPE »
AUX PME A
HAUTEUR DE 125
MEUR

LE CONGO-
BRAZZAVILLE
TRAVAILLE SUR UN
PLAN DE RIPOSTE
ALIMENTAIRE FACE
A LA COVID-19

NIGERIA :
LANCEMENT
D'APPELS D'OFFRES
POUR DES CHAMPS
MARGINAUX DE
PETROLE

MAURITANIE : LA
SNIM ANNONCE
UN BENEFICE DE
258 M EUR EN
2019



ACTUALITE REGIONALE

▼ L'Afrique de l'Ouest particulièrement touchée par l'insécurité alimentaire

Début avril, le Réseau de prévention des crises alimentaires estimait que 11,4 M de personnes avait besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest. La situation s'est davantage aggravée avec la pandémie de COVID-19. Avec l'entrée en vigueur des restrictions sanitaires, la fermeture des écoles a privé les enfants d'un repas et la mobilité du bétail vers les villes côtières a été contrainte. La perte de revenus engendrée par la crise de la COVID-19 expose également les familles les plus vulnérables. Les filières alimentaires de la sous-région se sont néanmoins avérées résilientes face à la crise, avec le maintien de leurs activités, après quelques reconfigurations des circuits logistiques.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Les Etats et les PTFs se mobilisent face à l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Plusieurs Etats ouest-africains ont intégré un volet sur la sécurité alimentaire dans leur plan de riposte à la pandémie de COVID-19 (Libéria, Burkina Faso...). Plusieurs partenaires techniques et financiers (PTFs) se sont également mobilisés pour appuyer les activités du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) dans la sous-région. Ainsi, la France a annoncé le 20 avril un appui de 15 M EUR au PAM, dont 44% destinés aux pays d'Afrique de l'Ouest. En mai, le Japon et l'Allemagne ont apporté des contributions respectives de 2,7 M EUR et de 11 M EUR aux activités du PAM au Mali. L'institution onusienne a de nouveau reçu, le 2 juin, 24 M EUR de l'Allemagne pour soutenir ses actions au Niger.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La BAfD mobilise 22,4 M USD pour les pays à faible revenu de la CEDEAO

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 22 mai, un projet d'urgence en faveur de la Gambie, du Mali et du Niger pour le renforcement des systèmes de santé, en réponse à la pandémie de COVID-19. La BAfD met à la disposition des pays 22,4 M USD, destinés : (i) à acquérir des biens consommables et intrants complémentaires ; (ii) à renforcer et intégrer les systèmes de santé. Le projet sera exécuté par l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS), conformément au mandat de coordination des interventions des partenaires techniques et financiers qui lui a été confié par la CEDEAO, lors de leur réunion extraordinaire du 23 avril 2020, dans le but d'harmoniser la lutte contre la pandémie.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Accélération de l'inflation dans l'UEMOA en avril, dans le contexte de la COVID-19**

Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest, le taux d'inflation dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est ressorti à 1,5% en g.a à fin avril 2020, après 1,3% le mois précédent. L'accélération du rythme d'inflation est tirée principalement par la composante « produits alimentaires », du fait de la faiblesse de l'offre de certains produits dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (pêche, tubercule et plantain), et de la baisse de la production céréalière dans les pays sahéliens. On note une déflation au Burkina Faso (-1,2% en g.a.) et au Mali (-1,9% en g.a.) tandis que les niveaux d'inflation les plus élevés ont été observés au Sénégal (3,3% en g.a.) et au Bénin (3,2% en g.a.).

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Cameroun : adoption d'une LFR pour prendre en compte l'impact de la Covid-19 sur les finances publiques

La loi de finances rectificative (LFR) 2020, adoptée le 3 juin 2020 par une ordonnance du Chef de l'Etat, consacre la création d'un compte d'affectation spéciale dont les emplois sont fixés à 180 Mds FCFA pour la lutte contre le coronavirus et ses répercussions économiques et sociales. La baisse du budget de l'Etat de 11% par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale est largement imputable à la crise sanitaire mondiale. Le déficit budgétaire se creuserait à -4,5% du PIB contre -2,1% prévu initialement et serait financé en grande partie par des appuis extérieurs et le moratoire sur le service de la dette accordé par les pays membres du G20.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : prévision de baisse de la production pétrolière

A la suite de la 179^{ème} conférence des pays membres de l'OPEP qui a eu lieu le 6 juin dernier, entérinant une nouvelle baisse de la production mondiale de pétrole, le ministre du Pétrole gabonais, Vincent de Paul Massassa annonce une baisse de la production locale la portant à 150 000 barils/jour pour 2020. Après la signature de contrats importants, notamment avec Petronas, Assala Gabon et Perenco, en 2019, et la découverte par BW Offshore et Panoro Energy de 45 millions de barils sur le bloc Dussafu, le secteur, échaudé par la crise du coronavirus, va devoir faire face à son quota de baisse de production journalière fixé à 23 % par l'OPEP, en sus d'une baisse des investissements des entreprises du secteur.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement fédéral étend les mesures de déconfinement

La réduction du couvre-feu national de 20h-6h à 22h-4h a été annoncée le mardi 2 juin. Les rassemblements de plus de 20 personnes, notamment en dehors des lieux de travail et des services religieux, restent interdits. Les écoles devraient rester fermées. Le gouvernement fédéral a exprimé son intention de lever les restrictions imposées aux vols intérieurs à partir du 21 juin, avec la réouverture des aéroports d'Abuja, Kano, Lagos, Port Harcourt et Owerri. Les déplacements interétatiques restent toutefois interdits, sauf pour les "travailleurs essentiels" et le transport de marchandises. Le Nigéria comptait 11 516 cas confirmés de COVID-19 sur son territoire le 4 juin, ayant entraîné 323 décès.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : les importations de capitaux au T1 2020 augmentent par rapport à fin 2019, tirées par les titres de court-terme**

Les importations de capitaux ont atteint 5,85 Mds USD au T1 2020, en hausse par rapport au T4 2019 (+2,05 Mds USD), mais en baisse en glissement annuel (-2,65 Mds USD). La forte progression sur le trimestre s'explique par celle des investissements de portefeuille, qui représentent 73,6% du total. Les IDE n'ont représenté que 214,25 M USD, soit 3,7% du total, un volume en baisse aussi bien par rapport au trimestre précédent (-43 M USD) qu'en glissement annuel (-33 M USD). Le Royaume-Uni reste le principal lieu d'origine des flux (49,7%), suivi des Emirats Arabes Unis (9,1%), devant les Etats-Unis (6,6% au T1 2020 contre 19,6% en 2019).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'État débloque un financement pour la première phase du projet électrique de Siemens**

Le Président Buhari a approuvé le financement de la 1^{ère} phase du *Siemens Presidential Power Initiative*, dont le contrat avait été signé en juillet dernier avec l'objectif d'augmenter la puissance électrique nationale de 5 000 MW à 25 000 MW en trois phases. La 1^{ère} phase concernera la pré-ingénierie et le financement des concessions. Financé par des prêts concessionnels couverts par Euler Hermes Group SAS, le développement de la structure devrait être appuyé par la Société Financière Internationale du groupe Banque Mondiale, qui devrait fournir une évaluation indépendante des compagnies de distribution et choisir les partenaires pour la conception et la construction des infrastructures.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Le Bénin restructure son service diplomatique et ferme 17 ambassades et consulats**

Dans le cadre de la restructuration de sa carte diplomatique, le Bénin procède à la fermeture de 17 de ses représentations diplomatiques. Ainsi, à partir du 1er août 2020, il ne restera que dix ambassades et consulats généraux du Bénin dans le monde. En Afrique, il ne restera que l'ambassade d'Abuja, au Nigéria et celle de Rabat, au Maroc. Sur le continent américain, seuls les Etats-Unis et le Brésil abriteront les représentations diplomatiques du Bénin. La Chine, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis garderont leurs ambassades. Enfin, le Bénin sera représenté diplomatiquement à Paris, au Saint-Siège et à Moscou.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : La Banque centrale réduit son taux directeur de 5 points de pourcentage**

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Libéria (CBL), lors de sa séance du 28 mai 2020, a approuvé une réduction du taux directeur de 30% à 25%. Cette décision témoignerait de la réussite de la CBL à ramener l'inflation d'un peu plus de 30% en octobre 2019 à une moyenne de moins de 25% au premier trimestre 2020. L'économie libérienne s'est contractée de 2,5% en 2019, reflétant la sous-performance des secteurs non miniers. Selon le FMI, elle devrait enregistrer à nouveau une contraction de même ampleur en 2020, en raison de la pandémie de COVID-19.

[✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claude.koua@dgtresor.gouv.fr)

▼ Cap-Vert : Baisse du taux de chômage à 11,3% en 2019

Selon l'Institut national des statistiques du Cap-Vert, la population au chômage a diminué de 2,8% en 2019 par rapport à 2018 et le taux de chômage a baissé de 0,9 pp, à 11,3%. Le taux de chômage des femmes est en 2019 plus important que celui des hommes (12,1% contre 10,7%), contrairement à l'année dernière (11,6% contre 12,7%). Le chômage des jeunes (15-35 ans) a diminué de 2,1 pp pour se situer à 16,6%. Le secteur tertiaire absorbe toujours la majorité des emplois (67,5%), avec une hausse de 4,1 pp tandis que la part des emplois dans les secteurs secondaire (21,4%) et tertiaire (10,9%) ont fléchi respectivement de 0,4 pp et 0,9 pp. Les emplois informels sont estimés à 53,7% du total des emplois en 2019, contre 54,9% en 2018.

[✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.porte@dgtresor.gouv.fr)

▼ Mauritanie : Hausse des échanges commerciaux de 18,8% en g.a. au 4e trimestre 2019

Selon l'Office national des statistiques (ONS), au 4e trimestre 2019, les échanges commerciaux de la Mauritanie sont en hausse de 18,8% sur un an. Les pays européens demeurent les principaux fournisseurs et clients, représentant 48,4% des importations et 51,5% des exportations mauritaniennes. Les exportations sont évaluées à 25,1 Mds MRU (617 MEUR), en hausse de 22,9% sur un an, composées essentiellement de produits de la pêche (34,3%), de minerai de fer (34,3%) d'or (23,1%) et de cuivre (6,9%). Les importations globales, d'une valeur de 28,8 Mds MRU (707 MEUR) (+15,4% en ga), ont conduit à un déficit de la balance commerciale de 3,7 Mds MRU (91 MEUR), contre 4,5 Mds MRU (108 M EUR) au 4e trimestre 2018.

[✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Près de 1,4 M de ménages supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté du fait de la COVID-19

Selon les résultats de l'enquête sur l'évolution de la vulnérabilité liée à la COVID-19 sur les ménages, les entreprises et les unités de production, initiée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la pandémie a produit un choc négatif important sur le revenu de la majorité des ménages (-47,2% depuis le début de la crise sanitaire). Le nombre de ménages supplémentaires passant en dessous du seuil de pauvreté est ainsi estimé à 1 375 151. Quant aux unités de production informelle, 25,9% sont à l'arrêt, 52,8% subissent une réduction du niveau d'activité et 64,4% une tension de trésorerie.

[✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr](mailto:claude.koua@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : L'exécution budgétaire du 1^{er} trimestre impactée par le contexte de la COVID-19 et le basculement en mode budget-programmes

Le contexte actuel de la crise liée à la COVID-19 et le basculement en mode budget-programmes ont occasionné un démarrage moins rapide de l'exécution des dépenses budgétaires et une sous-performance en matière de mobilisation de ressources, en particulier les ressources extérieures et les emprunts sur le marché régional. Ainsi, au terme du 1^{er} trimestre 2020, les ressources mobilisées se chiffrent à 1 292,9 Mds FCFA (2 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 84%. Concernant les dépenses budgétaires, elles ont été globalement exécutées à hauteur de 1 270,8 Mds FCFA (1,9 Md EUR), soit un taux de réalisation de 87,3%.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : Mesures de la Banque centrale pour accroître la liquidité bancaire

Le 28 mai 2020, la Banque centrale de Gambie a annoncé des mesures visant à libérer environ 700 M GMD (12 M EUR) en faveur des banques commerciales, en vue de soutenir les emprunteurs impactés par la COVID-19. Le taux de réserves obligatoires passera ainsi de 15 à 13%, le taux directeur de 12 à 10% et les taux de facilité de dépôt et de prêt seront maintenus, respectivement à 3% et 1%. Concernant la situation extérieure, le solde du compte courant de balance des paiements s'est détérioré pour atteindre un déficit de 3,2% du PIB à fin mars 2020, contre un excédent de 0,2% du PIB à la même période en 2019. Les projections indiquent que le PIB se contracterait de 1,2% en 2020, après une croissance de 6,3% en 2019.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Madagascar : La Covid-19 a fortement touché les activités des entreprises adhérentes de la Chambre de commerce et d'industrie franco-malgache (CCIFM)

Selon la CCIFM, les activités de ses membres ont baissé de 52% en moyenne depuis le début de la crise de Covid-19. Entre 6000 à 7000 employés sont touchés par le chômage technique et près de 2000 licenciements ont été dénombrés parmi les 21 364 salariés que comptent les 270 entreprises sondées sur les 387 adhérentes. Celles-ci rencontrent surtout des problèmes d'augmentation des charges en matière de transport du personnel, de télétravail ou de respect des mesures sanitaires. L'association recommande ainsi un accompagnement financier de l'Etat en termes de charges patronales, sociales et fiscales et des mesures ciblées en faveur des secteurs les plus touchés par la crise.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : Création de l'Observatoire de la qualité des services financiers

Le gouvernement béninois a annoncé la création de l'Observatoire de la qualité des services financiers, en vue de renforcer l'attractivité du système financier et contribuer à l'amélioration du climat des affaires. Il est destiné à promouvoir la qualité des services financiers, favoriser l'amélioration de la relation-client et assurer la mission de médiation par le règlement à l'amiable des litiges. Sont concernés par le champ d'intervention de l'Observatoire, les établissements de crédit, les systèmes financiers décentralisés, les établissements de monnaie électronique, les compagnies d'assurance et la Poste du Bénin. L'organisme assurera la veille permanente sur les conditions de banques afin de contenir les coûts.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Simplification de l'entente directe pour la passation des marchés publics

Le Conseil des ministres du 3 juin 2020 a adopté au titre du ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, un décret portant allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19 au Burkina Faso. L'adoption de ce décret vise à accélérer l'acquisition des biens et services pour l'exécution du plan de riposte à l'épidémie de COVID-19.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Adoption en cours de lois renforçant la gouvernance des sociétés relevant du portefeuille de l'Etat

La Commission des affaires économiques et financières de l'Assemblée nationale a adopté, le 2 juin, 3 projets de lois visant à adapter la législation ivoirienne aux textes communautaires de l'OHADA, à renforcer la gouvernance de l'État, notamment sur les sociétés à participation financière publique, et à clarifier les règles portant sur la gestion des Etablissements publics nationaux (EPN). Le portefeuille de l'Etat ivoirien comprend 81 entreprises publiques, dont 28 sociétés d'Etat, 15 sociétés à participation financière publique majoritaire et 38 sociétés à participation financière publique minoritaire.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : EDM annonce des mesures pour mettre fin aux délestages

Afin de répondre à une vague croissante de mécontentements de la population et des opérateurs économiques quant aux nombreux délestages, Energie du Mali (EDM) a annoncé avoir importé des équipements de haute technologie afin d'accroître sa capacité de détection des pannes de ses câbles souterrains. Les délais de détection seraient ainsi passés d'une semaine à moins de 24 heures. Plusieurs projets seraient en cours de mise en œuvre, pour davantage sécuriser le réseau souterrain de distribution, mais surtout pour augmenter la capacité des infrastructures de transport d'électricité. Toutefois, EDM a également fait savoir qu'elle fait face à des pannes de ses groupes de production d'énergie, dont plusieurs sont en réparation.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : l'entreprise philippine ICTSI, adjudicataire du contrat de concession du terminal polyvalent du port autonome de Kribi

Le directeur général du Port autonome de Kribi va pouvoir procéder à la signature du contrat de concession de son terminal polyvalent avec l'entreprise philippine International Container Terminal services Inc. Cette étape marque la fin d'un long processus de sélection après une période transitoire de 2 ans assurée par le consortium Kribi Port multi Operators (KPMO) suite à la défaillance du logisticien Necotrans. ICTSI reprend ainsi la concession du terminal polyvalent du port de Kribi d'une capacité d'hébergement de 1,2 million de tonnes de produits par an.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Tenue de la 1ère session du comité de pilotage du dispositif d'appui à la compétitivité du Cameroun

La 1^{ère} session du comité de pilotage du dispositif d'appui à la compétitivité du Cameroun s'est tenue le 4 juin 2020. Le dispositif financé à hauteur de 6,5 Mds FCFA par l'Union européenne, vise l'amélioration de la compétitivité du Cameroun par un renforcement des capacités de ses entreprises et par la promotion d'un environnement institutionnel plus propice aux affaires. L'objectif étant de permettre aux acteurs économiques de bénéficier d'un appui et d'être plus compétitifs. Le dispositif est structuré autour de différentes composantes : l'appui aux entreprises et organisations intermédiaires, l'amélioration du climat des affaires et l'appui au dialogue public-privé, la normalisation et l'efficacité énergétique des secteurs productifs.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Dix-sept lauréats sélectionnés au Challenge des 1000 entrepreneurs

Dix-sept entrepreneurs congolais ont été sélectionnés au Challenge des 1000 entrepreneurs lancé par la plateforme Digital Africa, dans le cadre du Sommet Afrique-France qui devait se tenir du 4 au 6 juin 2020 à Bordeaux. Ce concours consistait à sélectionner 1 000 jeunes entrepreneurs à parité égale hommes/femmes, issus des 54 pays du continent africain et porteurs d'une solution innovante, avec un fort impact pour rendre les villes françaises et africaines plus durables. Le Sommet Afrique-France ayant été annulé en raison de la crise sanitaire, ces lauréats vont bénéficier d'un programme d'accompagnement dédié pour leur permettre d'avoir accès à des financements, de la formation et des mises en réseau.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : La Banque mondiale poursuit ses concours à Djibouti

Deux financements additionnels IDA ont été approuvés. Le 29 mai, 15 MUSD seront dédiés au projet de développement statistique afin de corriger le manque de données et de renforcer la qualité et la fiabilité des statistiques officielles. 10 MUSD permettront d'apporter une réponse aux conséquences des déplacements de population dans la Corne de l'Afrique. 31 000 réfugiés étaient enregistrés à Djibouti début 2020, pour une population d'1 million habitants. Il s'agira pour ce projet d'améliorer l'accès aux services sociaux et économiques afin de faciliter l'adaptation au contexte évolutif et créer des débouchés économiques.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Relative stabilisation des Eurobonds sur le marché secondaire

Phénomène récurrent observé en situation de choc sur l'économie mondiale, le premium associé au risque demandé par les investisseurs a considérablement augmenté pour les économies émergentes au cours des mois de mars et avril. On observe cependant un reflux des taux : ainsi, le rendement des Eurobonds 2024 à 10 ans qui s'échangeaient début juin était de 7,4 %, contre près de 11,0 % observé le 21 avril. De manière générale, le rendement de l'ensemble des Eurobonds du Kenya, quelle que soit leur maturité, a retrouvé une trajectoire baissière. Cette tendance s'inscrit plus largement dans l'amélioration du spread souverain des économies émergentes depuis la fin mai, en relation avec la reprise des économies développées. Considérant que les Eurobonds 2024 à 10 ans s'échangeaient avec un rendement proche de 5,0 % en février, l'écart avec la situation pré-Covid-19 reste cependant considérable.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Soutien de la « Team Europe » aux PME à hauteur de 125 M EUR

La « Team Europe » label qui comprend la délégation de l'UE, la Banque européenne d'Investissement (BEI), la Banque allemande de développement (KfW), l'Agence française de développement (AFD) et la Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), devrait octroyer près de 125 M USD (518 Mds UGX) sous forme de lignes de crédits auprès des banques locales afin d'aider les PME ougandaises à affronter les conséquences économiques de la Covid-19. Les entreprises des secteurs du voyage, du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce de détail et de l'industrie manufacturière seraient les principales concernées. Cette contribution fait partie du paquet de crise de 178 M EUR (737 Mds UGX) annoncé par la « Team Europe » pour la lutte contre le virus en Ouganda (la différence correspondant à des subventions).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Début des négociations avec le FMI

Les négociations entre le FMI et les autorités soudanaises sur un programme de réforme structurel non-assortis de soutien financier de type *Staff Monitored Program* (SMP) auraient démarrés ce lundi 7 juin et s'étireraient jusqu'au 19 juin. L'objectif est de trouver un accord sur un programme d'ici la conférence des amis du Soudan, qui se tiendra le 25 juin à Berlin. Pour rappel, il s'agit du 14ème SMP dont pourrait bénéficier le Soudan.

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Annonce de la poursuite de subventions par le Premier ministre**

Lors d'un entretien télévisé, le 4 juin, le Premier ministre a confirmé la poursuite des subventions sur le pain et l'électricité. Contrairement à son ministre des Finances, il a parlé de « rationalisation » de la subvention de l'essence et du diesel, dont 40% est réexporté illégalement. D'autre part, il a confirmé la contribution de la part du complexe militaro-sécuritaire de 2 Mds USD au ministère des Finances. Il a indiqué, en outre, que toutes les entreprises appartenant à cette filière n'ayant pas d'activité militaire seront restructurées, puis transformées en sociétés anonymes.

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : L'entreprise sud-africaine RH Bophelo listée au Rwandan Stock Exchange (RSE)**

L'entreprise, opérant dans le secteur de la santé, est cotée sur la bourse rwandaise depuis le 1^{er} juin. Elle vise ainsi à diversifier l'origine de ses investisseurs, la compagnie n'étant pour l'instant listée que sur la bourse de Johannesburg depuis trois ans, et à développer ses activités en Afrique de l'Est. RH Bophelo, qui détient neufs hôpitaux et en gère six autres, est ainsi la neuvième entreprise à s'enregistrer sur la bourse rwandaise.

lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ **Ghana : accord de 560 MUSD entre l'État et la société Amandi**

L'entreprise ghanéenne Amandi Holdings Ltd a signé un accord avec l'État ghanéen pour la construction d'une portion de 102 km de la *Western Railway Line* qui permettra de relier le port de Takoradi et la vallée de Huni. Cet accord, qui a été signé en présence du ministre du Développement du rail et du Directeur Général de la *Ghana Railway Development Authority* à Accra le 4 juin, doit encore être approuvé par le Parlement. Ce projet, qui devrait commencer en octobre 2020, est prévu pour durer 42 mois. D'un coût total de 560 M USD il prévoit, outre la construction de la voie ferrée, l'installation de gares le long du tracé ainsi que la livraison de matériel roulant : deux locomotives cargos et 64 wagons pour le transport de minerais.

olivier.martiel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : Contractualisation pour la réalisation de l'étude de faisabilité du projet de construction d'une raffinerie**

Dans la perspective d'assurer une meilleure satisfaction de la consommation intérieure du Bénin en produits pétroliers et de contribuer au ravitaillement de ceux de la sous-région, le gouvernement béninois envisage de construire une raffinerie de pétrole, dans le cadre d'un partenariat public-privé. Il a ainsi sollicité l'appui d'un cabinet pour la réalisation des études y afférentes. Ce cabinet sera chargé d'analyser les perspectives du marché à l'horizon 2030, de déterminer la faisabilité économique d'une telle raffinerie du point de vue de son dimensionnement et de ses conséquences sur le reste de la chaîne des valeurs du secteur pétrolier au Bénin.

claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : Les accords de financement de deux projets agricoles ratifiés par l'Assemblée nationale**

Le parlement burkinabé a autorisé, le 12 mai, la ratification des accords de financement pour le Projet d'Appui aux filières agricoles dans les régions de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest (PAFA-4R) et pour le Projet d'aménagement et de valorisation de la plaine de la Léraba (PAVAL). Leurs mises en œuvre sont évaluées respectivement à 52,5 Mds FCFA (80 M EUR) et 31,9 Mds FCFA (48,7 M EUR) sur financement des bénéficiaires, de l'Etat et du Fonds international de développement agricole (FIDA). Le PAFA-4R et le PAVAl permettront, entre autres, la construction d'infrastructures agricoles et l'augmentation de la production vivrière à 7 500 tonnes par an.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Renouvellement de l'appui de l'AFD au ministère du Plan pour l'élaboration du PND**

La ministre du Plan et du Développement et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) en Côte d'Ivoire ont procédé à la signature de la 2ème convention sur le Mémoire de dialogue stratégique (MDS 2). Cette convention est la 2ème phase d'un programme débuté en 2016 qui vise à d'apporter un appui à la préparation et la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2021-2025), notamment sur les questions de transition du modèle de croissance ivoirien vers plus de durabilité et de cohésion sociale. Le précédent MDS a couvert divers sujets, dont les inégalités sociales, la modélisation macroéconomique et les services climatiques à destination des producteurs de cacao.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : Mobilisation de 173 M EUR par l'AFD au profit du pays**

L'AFD et le Ministère ivoirien de l'Economie et des Finances ont signé 3 conventions de financement en présence de l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. D'un montant total de 113,5 Mds FCFA (173 M EUR), les financements mobilisés permettront (i) d'abonder les projets de développement et de réhabilitation des routes pour 36 Mds FCFA (55 M EUR), (ii) de construire une ligne de bus à haut niveau de service entre Yopougon et Bingerville, en partenariat avec la Banque mondiale pour 59 Mds FCFA (89 M EUR), (iii) et de renforcer les capacités de prévision météorologique de la SODEXAM, avec un impact attendu sur la productivité agricole et la gestion des risques d'inondations pour 18,4 Mds FCFA (28 M EUR).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Signature de 2 conventions de l'AFD en faveur de l'éducation**

Le 26 mai 2020, le ministre guinéen de l'Economie et des Finances, l'Ambassadeur de France en Guinée et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) en Guinée ont procédé à la signature de 2 conventions de financement d'un montant global 20 M EUR, dont 12,5 M EUR au titre du Contrat de désendettement et de développement (C2D) et 7,5 M EUR en subventions de projets. Ces conventions permettront d'appuyer plusieurs initiatives dans le secteur de l'éducation, dont la mise en œuvre du nouveau Programme décennal pour l'éducation en Guinée (PRODEG). Ces financements seront mis en œuvre à travers un nouvel instrument financier (Budget d'affectation spéciale) à plusieurs partenaires techniques et financiers.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Approbation d'un don de 70 M USD par la Banque mondiale destiné à l'ANIES**

La Banque mondiale a accordé, le 29 mai 2020, un don de 70 M USD à l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES). Ce montant va permettre à l'ANIES de mener à bien ses actions contre l'extrême pauvreté, en particulier dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Dans le cadre de la riposte à cette crise, 25 M USD de ces fonds seront affectés aux transferts monétaires au bénéfice de 240 000 ménages vulnérables, à raison de 25 USD par mois et par ménage. Le reste de l'enveloppe permettra à l'ANIES de déployer ses politiques d'inclusion économique, sociale et financière pour la période 2021-2024.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Libéria : Lancement d'un programme de subvention de 10 000 USD en faveur des entreprises agroalimentaires**

Le gouvernement du Libéria, via le ministère de l'Agriculture et le programme *Smallholder Agriculture Transformation and Agribusiness Revitalization Project* (STAR-P) financé par la Banque mondiale, a lancé un programme de subvention de 10 000 USD au profit des PME agroalimentaires du pays pour atténuer les chocs consécutifs à la COVID-19 sur leurs activités. La subvention cible à la fois les entreprises formelles et informelles et vise plus de 40 entreprises agroalimentaires, fournisseurs de services, d'intrants et agro-distributeurs.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : Décaissement anticipé de l'aide budgétaire de l'UE pour faire face à la crise de la COVID-19**

Le gouvernement malien et l'Union européenne (UE) ont annoncé le décaissement anticipé d'un appui budgétaire de 21,6 Mds FCFA (33 M EUR), sous forme de don. Cet appui a pour objectif d'aider le pays à satisfaire les besoins urgents de financement du budget résultant de la pandémie de COVID-19. Il permettra également de soutenir les dépenses urgentes relatives à la sécurité alimentaire. On estime actuellement à 3,5 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Mali. L'UE s'est également engagée à renforcer son soutien financier dans les mois à venir, en vue d'aider le pays à relever les défis liés aux multiples crises auxquelles il est confronté.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : Le Danemark alloue une subvention de 7,3 M EUR en faveur de l'adaptation au changement climatique

En vue de soutenir la lutte contre le changement climatique dans les pays en voie de développement, le Danemark a décidé d'allouer une subvention de 20 M EUR à quatre projets, dont un au Mali. D'un montant de 7,3 M EUR, l'appui financier en faveur de ce pays est destiné à la construction d'infrastructures d'eau, d'énergie et d'agriculture résilientes au climat dans les régions frontalières du Mali.

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Accélération des travaux du port de Ndiago

Les travaux du port multifonctionnel de Ndiago, exécutés par la société chinoise Polytechnology pour un montant de 352 M USD, sont en phase d'achèvement. Le comité interministériel souhaite anticiper la mise en service de la structure avec la création d'une ville mitoyenne, la réalisation des travaux d'alimentation du port en électricité/eau et la construction d'un axe routier Aweivya - Keur macène. Concernant l'axe routier, le gouvernement souhaite l'attribuer à la société Assainissement, transport, travaux et maintenance (ATTM), filiale de la Société nationale industrielle et minière. Le port devrait à terme comprendre un port militaire, une base navale, un quai de commerce et un point de débarquement pour la pêche artisanale.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Financement supplémentaire de la Banque mondiale pour le barrage de Kandadji

La Banque mondiale (BM) accordera un financement additionnel de 150 M USD (88,1 Mds FCFA) au Niger pour la construction du barrage de Kandadji. Ce montant sera composé d'un don de 50 M USD et d'un prêt de 100 M USD. Pour rappel, les travaux du barrage de Kandadji sont estimés à 740 Mds FCFA (1,1 Mds EUR), financés par plusieurs partenaires. Ils ont été lancés en 2019 et sont réalisés par l'entreprise China Gezhouba Group Company. Le barrage permettra d'irriguer jusqu'à 45 000 ha de terres et d'améliorer la sécurité énergétique du pays. La 1ère phase du projet devrait s'achever fin 2025 et la 2nde en 2031. Le montant total de la contribution de la BM pour ce projet s'élèvera à 258,3 M USD.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : La BAfD approuve un appui budgétaire d'urgence de 88 M EUR

La Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le 29 mai, un prêt de 88 M EUR au Sénégal, pour l'aider à financer son Programme national de résilience économique et sociale à la COVID-19. Ce financement permettrait au pays d'appliquer un Programme d'urgence d'appui budgétaire à la riposte COVID-19, destiné à la lutte contre les effets sanitaires, sociaux et économiques de la crise sanitaire. Les activités seraient orientées vers des mesures de soutien et d'aide aux ménages les plus vulnérables, tout en préservant les emplois et en permettant aux entreprises de reprendre leurs activités rapidement. La croissance du PIB en 2020 au Sénégal a été révisée à la baisse en raison de la pandémie, de 6,8% à moins de 3%.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : La BID décaisse 8,8 M USD pour soutenir le secteur privé**

La Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), membre du Groupe de la Banque islamique de développement (BID), a approuvé le décaissement de 8,8 M USD en faveur de la Banque islamique du Sénégal (BIS) pour soutenir le secteur privé du pays, affecté par la pandémie de COVID-19. Selon l'institution, cette intervention serait nécessaire, car elle permettrait de soutenir (i) 1 000 emplois dans le secteur privé, notamment dans les secteurs de l'alimentaire et de la distribution et (ii) les efforts de la BIS et du gouvernement pour assurer la disponibilité de produits de base.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Signature de 3 conventions de subvention de l'AFD**

Le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, l'Ambassadeur de France au Sénégal et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) au Sénégal ont signé, le 4 juin, 3 conventions de subvention, pour un montant global de 4,2 Mds FCFA (6,4 M EUR). Deux conventions de financement concernent le secteur agricole, notamment en faveur d'infrastructures contribuant aux activités agricoles productives des femmes des régions de Podor (4 M EUR) et de Matam (1 M EUR). La 3e convention, d'un montant de 853 M FCFA (1,3 M EUR), est destinée au secteur de l'eau, en vue de soutenir les mesures d'accompagnement social des personnes affectées par le projet de dépollution de la Baie de Hann.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : un fonds de 10 Mds FCFA pour accompagner la reprise des vols aériens**

Après trois mois de fermeture, le ministre du Tourisme et des transports aériens a annoncé une reprise progressive du transport aérien. Les vols intérieurs reprendraient à partir du 15 juin. Les concertations sont en cours en ce qui concerne le trafic sous-régional au sein de l'UEMOA et le trafic international pourrait reprendre progressivement à la fin du mois de juin. Une ligne de financement de 10 Mds FCFA (15,2 MEUR), bonifiée grâce à une aide publique de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR), serait disponible depuis le 2 juin, pour soutenir les entreprises du secteur du transport aérien impactées par la pandémie.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : 143 M USD du FMI pour faire face à la pandémie de COVID-19**

Le FMI a approuvé, le 3 juin, le décaissement de 143 M USD (50% de la quote-part du pays) au titre de la Facilité rapide de crédit pour soutenir la réponse des autorités à la pandémie. Pour rappel, la Sierra Leone a développé un plan de préparation à la COVID-19 trois semaines avant que son premier cas ne soit confirmé, estimé à 379,5 M USD. Le pays compte désormais 914 cas avérés de COVID-19, dont 47 décès, au 4 juin 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : L'UE débloque 10 M EUR pour soutenir le pays dans la lutte contre la COVID-19**

La Sierra Leone bénéficie du décaissement par anticipation de 10 M EUR d'aide budgétaire de l'Union européenne, afin d'apporter au gouvernement sierra-léonais plus de flexibilité pour la mise en œuvre de sa stratégie de riposte à la pandémie de coronavirus. Ce financement permettra notamment de financer les dépenses sanitaires prioritaires du plan de préparation à la COVID-19.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : L'UE et le NEW renouvellent leur partenariat pour soutenir la démocratisation**

Le Vice-Président sierra-léonais, l'Ambassadeur de l'Union européenne (UE) en Sierra Leone et la présidente de National Election Watch (NEW) ont lancé un nouveau programme de partenariat de 2 ans entre l'UE et NEW afin de promouvoir les réformes de gouvernance et la démocratisation en Sierra Leone. D'une valeur de 800 K EUR, ce programme vise à renforcer la participation des organisations nationales d'observation électorale et des citoyens aux réformes de gouvernance, avec pour objectif que les prochaines élections locales et nationales prévues en 2022 et 2023 soient organisées dans la transparence et le respect des normes internationales. Pour rappel, l'UE soutient NEW depuis 2016.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Décaissement anticipé de l'aide budgétaire européenne**

Afin de donner au gouvernement les moyens de mettre en œuvre sa stratégie de riposte contre l'épidémie de COVID-19, l'Union européenne décaisse par anticipation les tranches d'aide budgétaire initialement prévues dans la dernière partie de 2020. Un premier versement de 6,2 Mds FCFA (9,5 M EUR) vient d'intervenir et sera suivi d'un second de 7,5 M EUR dans les prochains jours.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : Diminution de près de 20% du prix des produits pétroliers à compter du 30 mai**

Les prix des produits pétroliers connaissent une nouvelle diminution à la pompe à compter du 30 mai. La décision émane du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers (CSFPPP). Les diminutions vont de 17,6% pour le Super sans plomb, vendu désormais à 425 FCFA (0,65 EUR) le litre, à plus de 20% pour le pétrole lampant, vendu désormais 375 FCFA (0,57 EUR) le litre. Les prix du gaz restent en revanche inchangés. A noter, que la dernière diminution a lieu le 6 avril dernier.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Soudan : Augmentation des exportations de viande et d'animaux

D'après le ministre des Ressources animales, sur les cinq premiers mois de l'année, les exportations de viande se sont élevées à plus de 4 862 tonnes -dont 2 390 tonnes de viande de mouton, 261 de viande de caprins, 2 207 de viande de veau et 4 tonnes de viande de chameau-. Quant aux exportations d'animaux vivants, elles ont atteint plus de 520 800 têtes, dont 480 000 moutons (soit plus que durant toute l'année 2019), 4 800 caprins, 11 000 veaux et 25 000 chameaux. Pour mémoire en 2019, le Soudan avait exporté 3,4 millions de têtes pour un montant de 587 M USD (soit le cinquième poste générateur de devises) et 47 M USD de viande.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville travaille sur un Plan de riposte alimentaire face à la COVID-19

Le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche a sollicité l'appui des partenaires techniques et financiers pour l'élaboration d'un Plan de riposte alimentaire face à la COVID-19. Les parties prenantes réfléchissent à une stratégie conjointe de riposte, notamment sur les mesures d'urgence à mettre en œuvre pour réduire l'impact de la pandémie sur le secteur agroalimentaire. Ce Plan devrait tenir compte des défis majeurs du secteur, notamment le financement des exploitants agricoles, la facilitation du transport, la conservation et la commercialisation des produits agricoles. Une task-force a été créée pour évaluer sa faisabilité, d'autant que le coût - estimé à 39 Mds FCFA - paraît ambitieux.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Le prix plancher du coton graine de premier choix fixé à 240 FCFA/kg

Le 30 mai 2020, l'Association Interprofessionnelle du Coton du Burkina Faso (AICB) a fixé à 240 FCFA (0,4 EUR) le prix d'achat plancher du kilogramme de coton graine de premier choix. Ce prix tient compte du cours mondial du coton, lourdement affecté par les effets de la pandémie de COVID-19 sur la demande, et la subvention de l'Etat de 10 FCFA/kg. Dans la dynamique de la relance durable de la production, l'Etat maintient le même niveau de subvention que lors de la dernière campagne, ce qui permet de maintenir le prix de cession des intrants, malgré le niveau des prix toujours élevé à l'international pour les engrais et les insecticides. L'objectif de production pour la campagne 2020-2021 est de 550 000 tonnes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : Le plan de campagne agropastorale 2020-2021 évalué à 58,5 M EUR**

Le 30 mai 2020, le ministre de l'Agriculture et de l'élevage a annoncé un plan de campagne agropastorale 2020-2021, évalué à 39 Mds FCFA (58,5 M EUR), dont 17 Mds FCFA (25,5 M EUR) sont inscrits dans la loi des finances 2020. L'écart de financement devrait être financé sur les ressources mobilisées dans le cadre de la gestion de la pandémie de COVID-19, notamment via la réorientation des fonds de certains projets financés par la Banque mondiale. Ce plan national a pour objectif de mettre à la disposition des producteurs des intrants, du matériel et équipements agricoles. Le gouvernement prévoit un besoin de 8 157 tonnes de semences améliorées, 200 000 tonnes d'engrais, de 300 000 litres de produits phytosanitaires.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Tanzanie : Contribution croissante du secteur minier à l'économie nationale

Selon le porte-parole du gouvernement, Dr Hassan Abbasi, la collecte fiscale dans l'industrie minière atteindrait un record et représenterait plus de 5 % du PIB tanzanien sur l'année fiscale 2019/2020, contre 4,8 % pour l'année fiscale précédente. Les autorités ont renforcé la supervision du secteur depuis le début de l'année 2019, via notamment l'ouverture de 28 centres de centralisation des transactions visant à la fois à renforcer les services proposés aux exploitants et à lutter contre l'exploitation illégale. Sur une année, le gouvernement a enregistré une augmentation d'environ 50 % des recettes publiques liées au secteur, de 135 MUSD en 2018/2019 à plus de 205 MUSD en 2019/2020.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : lancement d'appels d'offres pour des champs marginaux de pétrole

Premier cycle d'appels d'offres pour des licences d'exploitation de champs de pétrole marginaux depuis 2002, seules les entreprises locales, non-endettées envers l'État et ne détenant actuellement pas d'actifs pétroliers non exploités pourront y participer. Au total, 57 champs y seront soumis et ce, dans un délai de 10 semaines. Les seuls frais de soumission devraient rapporter 3,17 Mds NGN (8,2 M USD) à l'État, qui souhaite accroître la participation nationale dans le secteur et générer une production à partir de surfaces qui n'intéressent pas les grands acteurs de l'industrie. En 2018, ces champs marginaux étaient responsables d'environ 3 % de la production totale du Nigeria, soit 65 000 barils par jour.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Services

▼ Éthiopie : Le secteur hôtelier en difficulté en raison de l'état d'urgence

Alors que le gouvernement éthiopien avait mis en place, mi-mai, un plan de relance sectoriel à hauteur de 98 MUSD, l'Association des hôtels en Éthiopie a indiqué le 29 mai, rencontrer des difficultés à respecter les contraintes de maintien des effectifs imposées par l'État d'urgence. Ainsi, plusieurs hôtels ont déjà licencié leurs employés ou introduit des coupes salariales, malgré les offres de financement très favorables offertes par les banques privées grâce à la garantie d'Etat. Un comité de suivi est mis en place avec le ministère de la Culture et du Tourisme, le ministère du Travail et des représentants du secteur hôtelier. Avant la crise, le secteur du tourisme a enregistré une croissance moyenne de 8 % par an sur la dernière décennie. Il constitue une source importante de devises, estimée à 3 Mds USD en 2019.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Réouverture des activités touristiques à Zanzibar

Le ministre de l'Information, du Tourisme et du Patrimoine de Zanzibar, Mahmoud Thabit Kombo a déclaré le 6 juin 2020 la réouverture des activités touristiques après leur fermeture le 20 mars à la suite de l'épidémie de Covid-19. Tous les hôtels, restaurants et bars touristiques de Zanzibar sont ouverts. M. Kombo a ajouté que tous les voyageurs à Zanzibar devraient détenir une assurance médicale et qu'ils devraient suivre des directives strictes sur la prévention contre la Covid-19 imposées par les autorités sanitaires de Zanzibar. Le 20 mars, les autorités tanzaniennes de Zanzibar avaient annoncé la fermeture de tous les hôtels touristiques et l'interdiction de tous les vols touristiques en tant que mesures de protection contre la pandémie. Le tourisme est le plus grand secteur économique de Zanzibar et est essentiel à la stabilité socioéconomique de l'île.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : Vers un plan de redressement du CFCO

L'entreprise publique de transport ferroviaire Chemin de fer Congo-océan (CFCO), qui a vu une partie de son réseau endommagé en 2016 pendant le conflit armé dans le département du Pool, est confrontée à des difficultés qui nécessitent un plan de redressement. Le ministère de tutelle entend s'appuyer sur un partenariat public-privé pour relancer cette structure qui a besoin d'être modernisée, tant au niveau de ses infrastructures ferroviaires que sur la gestion de ses ressources humaines. Le CFCO est stratégique pour la diversification économique et l'intégration régionale. Il constitue avec la RN1 Pointe Noire/Brazzaville (510 km) et la RN2 Brazzaville/Ouesso, un corridor économique qui donne au pays un statut de pays-transit.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : La SNIM annonce un bénéfice de 258 M EUR en 2019

A l'issue d'une réunion le 2 juin 2020, le Conseil d'administration de la Société nationale industrielle et minière (SNIM) a annoncé avoir enregistré un bénéfice de 10,5 Mds MRU (258 M EUR) sur l'exercice 2019. Le Conseil a décidé d'octroyer des salaires supplémentaires à ses employés (entre 3 et 4 mois en plus) et d'injecter 65 M MRU (16 M EUR) dans son mécanisme de couverture sociale. Cette annonce apparaît comme une concession dans un climat social difficile entre la direction de la SNIM et le personnel. La SNIM est la société publique d'exploitation du minerai de fer et contribue de manière considérable aux exportations nationales mauritaniennes.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

mathieu.schmitt@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

